

Putsch du 21 octobre 1993

Les présumés assassins du Président Ndadaye dénoncent les commanditaires du putsch et réclament justice !

Près de douze ans après le putsch du 21 octobre 1993, la lumière est loin d'être faite sur l'assassinat du Président Melchior Ndadaye et ses plus proches collaborateurs. Des témoins gênants ont été systématiquement tués. Plusieurs autres échappent de justesse et vivent en insécurité totale. La justice burundaise semble impuissante face aux véritables commanditaires de ce putsch qui a plongé le Burundi dans l'abîme. Les caporaux et soldats emprisonnés pour ce putsch ne cessent de crier pour réclamer justice. Mais en vain ! Dans cette lettre que nous vous proposons en intégralité, ils dénoncent la responsabilité de l'Uprona et du Haut Commandement de l'Armée Burundaise (Ex Fab) dans ce putsch. Nous vous en souhaitons une bonne réception.

Prison Centrale de Mpimba
Mpimba, le 21/05/2004

A
Bujumbura

Objet : SOS Justice.

**Burundais, Burundaise,
Amis du Burundi,**

Onze ans viennent de s'écouler depuis que les vaillants à rependre du sang de leurs frères ont assassiné le Président Melchior Ndadaye élu à 65% par le suffrage universel. Ils n'ont fait qu'assurer la continuité de leur sale besogne qu'ils ont initié après la colonisation.

Comme peu de personnes le savent, la crise que nous vivons depuis 1972 a commencé par l'assassinat du Roi Ntare V dans des conditions qui restent toujours obscures car, les Etats vampiriques baptisés « **Républiques** » ont jusqu'à présent gommé toute lumière sur les événements.

Ces mêmes pouvoirs tortionnaires ont procédé de la même manière pour détruire une fois pour toute (croyaient-ils), la jeune Démocratie de 1993. Ils ont alors consommé le forfait qu'ils avaient préparé en tuant sans foi ni loi le Président

de la République Melchior Ndadaye, le Président de l'Assemblée nationale, Pontien Karibwami, son vice-Président Jules Bimazubute, le Chef des Services des Renseignements (Documentation Nationale), Richard Ndikumwami, l'épouse du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération d'alors, pour ne citer que ceux-là. Tout haut fonctionnaire de l'époque serait, selon les concepteurs, passer sous la guillotine dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993 n'eût été l'intervention de la grâce divine.

Après ces crimes ignobles, ces traîtres se sont rassemblés à l'Etat-Major Général pour se partager les postes et voir qui devait être servi le premier de cette boisson amère qu'avait préparé le haut fonctionnaire de l'Armée (EMG) sous la supervision du parti Uprona. Sous la supervision et la pression de la communauté internationale, ils ont fait appel à Mgr Bernard Bududira,

évêque du diocèse de Bururi ; celui-ci ne tarda pas d'arriver à l'Etat-Major Général des Forces Armées. Nous ne savons pas encore s'il venait pour une prière aux délinquants ou assurer leur partage des postes. Dans le 1^{er} cas, s'il y avait urgence d'une prière, il n'était pas le plus proche que Mgr Ntamwana qui était à moins de 300 m de l'EMG (Cathédrale Regina Mundi - Etat Major Général).

En date du 25 octobre 1993, ils nous ont annoncé qu'on allait remettre le pouvoir à qui de droit, à savoir le Parti Frodebu. Dans le 1^{er} Bataillon des Parachutistes, le Chef d'Etat Major Général, Le Colonel Bikomagu, nous disait de sa propre bouche que la communauté internationale est pesante sur lui, et que par conséquent nous devons accepter l'inculpation de quelques hommes de troupes et sous-officiers (présentés sous l'autel de Mpimba, en holocauste comme sacrifice). Car, disait le

Suite en page 4

Malversations à l'Abutip de 176 382 108 Fbu

Le Ministère de la Bonne Gouvernance tire sur la sonnette d'alarme !

Ce lundi 18 août 2005, Abutip sera de nouveau à la barre devant la Cour d'Appel de Bujumbura. Il s'agit toujours du procès qui l'oppose à l'asbl Afoproca. La genèse de ce litige remonte depuis avril 2002. L'Agence d'Exécution des Travaux d'intérêt Public (Agetip) devenue depuis lors Abutip, avait lancé

des appels d'offres pour la fourniture des pavés à Bujumbura et à Gitega. Afoproca asbl a soumissionné pour ces marchés et en a gagné quatre : Buyenzi, Musaga (Avenue Gihogazi), Nyamugari (1^{ere} av. à Gitega) et Nyamugari (2^{eme} av. Gitega).

Tous les quatre contrats ont été signés par Désiré

Nsengiyumva en qualité de Représentant Légal Afoproca et Pierre Bakevya en qualité de Directeur Général ai de l'Agetip. Il faudrait également noter que les Bureaux de Surveillance sont dans tous les quatre contrats. Les mêmes bureaux ayant effectués les études correspondantes, ils ont bien accompli leur

travail d'estimation des quantités de pavés en termes de m². Monsieur Pierre Bakevya, en sa qualité de Directeur Technique, a approuvé toutes ces études car il intervenait à toutes les étapes, de la préparation des études à la fin des travaux en

Suite en page 5

Putsch du 21 octobre 1993

Les présumés assassins du Président Ndadaye dénoncent les commanditaires du putsch et réclament justice !

Suite de la page 3

Colonel Jean Bikomagu, toute l'Armée avait trahi le peuple (Igisoda camenje cose).

Burundais, Burundaise,

Nul n'est sans ignorer que dans un troupeau, un éleveur en prend ceux qu'il veut, dit-on en Kirundi (Iyo umuntu yoroze inka nyinshinagaba Iyo ashatse). Le Chef d'Etat Major, le Colonel Jean Bikomagu ordonna qu'on inculpe quelques soldats et un lieutenant, tous bleu dans l'affaire. Ce que nous savons, c'est qu'il y a 18 officiers supérieurs de l'époque (nous avons leurs noms) qui, mis à part la préparation, ont activement participé dans l'assassinat du Président. N'oublions pas non plus une part très importante du parlementaire François Ngeze dans cette affaire. A part le communiqué qu'il a lu sur la station Kabondo, nous aimerions mettre au courant des Burundais, certains mots prononcés par ce même François Ngeze dans le 1^{er} Bataillon des parachutistes, avant l'exécution du Président. Etant sur la plaine de rassemblement du 1^{er} Bataillon des parachutistes aux environs de 9 heures du matin, Ngeze François demanda aux militaires : « où est le Président » ? Les militaires répondirent : « Il est ici au camp ». Ngeze François lâcha ces mots : « Nta mugabo atwarira ku wundi », qui littéralement signifie : « aucun Président ne gouverne sur un autre Président ». Il fallait donc

éliminer l'un des deux. L'un était Ndadaye, qui était le second ?

Parmi ces malfaites, nous citons les plus imbibés dans l'affaire qui sont le Chef d'Etat Major Général, le Colonel Jean Bikomagu, le Commandant du 1^{er} Bataillon des parachutistes, le Major Juvénal Niyoyungunza. Les hommes sous leurs ordres ont été les premiers à être acif dans l'exécution de leur mission car, le mouvement a commencé vers une heure du matin, et a été déclenché par la première compagnie des parachutistes qui avait comme commandant, le Capitaine Ndarusanze. Et toute la garnison de Bujumbura viendra en renfort vers trois heures du matin.

Burundais, Burundaise,

Saviez-vous qu'aucun soldat ou sous-officier impliqué dans la préparation du crime n'a été interrogé ? La compagnie du Capitaine Ndarusanze (Iere Ciel) est la seule qui a été au camp en réserve pour la mission du 20 au 21 octobre 1993. Elle l'a exécutée, mais il est surprenant qu'aucun d'eux n'ait jamais été inquiété ! Toutes les autres compagnies étaient absentes au camp. Qui a donné l'ordre aux blindés d'amener Ngeze François à la RTNB ? C'est la personne du Colonel Célestin Ndayisaba (alias Kibdashih).

Qui a demandé le camp Muzinda en renfort quand le Président prenait refuge au camp qui assurait sa protection (Camp Muha) ? C'est

la personne du Major Alfred Nkurunziza.

Pour ceux qui n'en savent rien, le camp Mwaro avait été sollicité en renfort, mais les ordres furent donnés aux messagers de retourner à Jenda, car disaient-ils, les choses étaient arrangées dans le 2^{ème} Bataillon Commando. Qui a donné ces ordres ? C'est le Major Alfred Nkurunziza.



Colonel Alfred Nkurunziza

Les Colonels Daradangwa, Simbanduku et Bikomagu vont-ils un jour comparaître devant la Cour ?

Les militaires étant enragés, qui a donné l'ordre d'ouvrir le Camp Muha pour récupérer le colis ? Le Colonel Bikomagu Jean, et ce même Bikomagu a livré le Président en disant ces mots : « Voilà celui que vous cherchez, et surtout ne fais aucun mal aux autres ». Ici il parlait de l'épouse du Président qui avait pris fuite avec son époux et leurs enfants.

Qui a sauvé la vie de Jean-Marie Nduwabike (Frodebu) au 1^{er} Bn para puisqu'il ne comptait que les minutes pour terminer sa vie ? Colonel Jean Bikomagu.

Qui a signé la loi portant nomination aux chefs de la PAFE, de la Documentation

ainsi que les gouverneurs de provinces ? Honorable François Ngeze.

Qui a lu le communiqué de renversement des institutions sur l'antenne de la RTNB, prétendant que toutes les forces vives de la nation s'étaient réunies pour la sale besogne ? C'est le Major Mament Sinanzizi sur ordre du Colonel Daradangwa Jean-Bosco, alors porte-parole de l'Armée.

En plus du Comité Exécutif du parti Uprona, voici une liste exhaustive des faucons de l'Armée qui forment « Le Comité Militaire pour le Salut National » :

Suite en page 6

Putsch du 21 octobre 1993

Les présumés assassins du Président Ndadaye dénoncent les commanditaires du putsch et réclament justice !

1. Colonel Bikomagu Jean
2. Colonel Simbanduku Pascal
3. Colonel Daradangwa Jean-Bosco
4. Lt-Colonel Ndayisaba Célestin
5. Lt-Colonel Ningaba Sylvestre
6. Major Nkurunziza Alfred
7. Major Niyoyunguruza Juvénal
8. Major Bugegene Déo
9. Major Nibizi Isaze
10. Major Nzosaba
11. Lt Ntarataze
12. Lt Kamana Paul
13. Lt Ngomirakiza Jean

Burundais, Burundaise,

Si vous entendez le porte-parole du parti Uprona s'opposer à la libération des soi-disant putschistes de 1993, sachez désormais qu'il n'agit pas de son propre gré, mais exécute les ordres de ses supérieurs hiérarchiques dans le parti car, ces derniers étaient devenus des Généraux à l'Etat Major Général du fait que leurs services y avaient été transférés du 22 au 25 octobre 1993. Ils étaient dirigés par Charles Mukasi qui se réclame toujours bleu dans l'affaire. « **Biyambika ubwoya bw'intama ari amabingira.** »

Le parti Uprona en plus de ce groupe d'officiers, sont les instigateurs de la mort du Président. L'exécution a été faite par les militaires qui assuraient la garde rapprochée de Pierre Buyoya avant qu'il remette le pouvoir. (cfr **accusations du Caporal-Chef Gahungu Juvénal alias Kizimya, dossier RPS 38 établi à la cour suprême chambre judiciaire).**

Burundais, Burundaise,

Dans l'audience publique du 20/03/1998, la Cour écoutait le témoignage du Major Sibomana Lambert, qui



1er CI Philbert Nduwumukama l'homme qui aurait achevé le Président Ndadaye.

était le commandant du district de Bujumbura lors des événements. Il déclara avec preuve que les événements du 21/10/1993 avaient été soigneusement préparés, même si le représentant du ministère public, Monsieur Charles Ntagwarara, le refusait. Il présenta à la Cour le contenu du rapport qui a été élaboré par les services des renseignements, c-à-d : District Bujumbura et le service de renseignement de l'Etat Major Général des Forces Armées G2. Le chef du service G2.A, le Lt-Colonel Nzeyimana Dieudonné a été assassiné pour éclipser l'affaire.

Voici le contenu du rapport :

Un Coup d'Etat est en cours de préparation. Le Président serait un Hutu modéré, probablement que c'est l'honorable François Ngeze. Le chef d'Etat Major serait un Lt non encore identifié de préférence d'origine

autre que Muramvya et Bururi. L'Etat Major Général devrait être transféré dans la commune Muhuta en cas d'échec. (cfr dossier RPS 38 cote N° 8 établi à la Cour suprême chambre judiciaire). Malheureusement, le Major Sibomana Lambert a disparu dans les mêmes conditions que le Colonel Dieudonné Nzeyimana.

Burundais, Burundaise, Amis du Burundi,

Vous constatez alors que les crimes de l'assassinat du Président Melchior Ndadaye ont été commis par les membres influents de l'Etat Major Général de l'Armée, car, voit-on seuls mouraient ceux qui figuraient dans leurs agendas du jour. Le Parti Uprona quant à lui, avait une délégation de Ngeze François au 1^{er} Bn para et son bureau exécutif avait été transféré à l'Etat Major Général.

Vous venez aussi de remarquer que ceux qui languissent dans la Prison pour cette affaire n'en savent rien du tout alors que la compagnie du Capitaine Ndarusanze (1ere Cie) qui a passé à l'assaut contre des objectifs bien connus n'a même pas été inquiétée. Pire encore, il est malséant d'entendre, dans la bouche du Ministre de la Justice, qu'il n'y a pas de magistrat pour trancher sur l'affaire. Plutôt les magistrats y sont, mais ils ont peur de subir le même sort que celui qu'a subit toute personne qui savait quelque chose sur

l'affaire ou qui a tenté d'éclaircir le dossier.

Quand le parti Uprona affirme que nous ne sommes pas des Prisonniers Politiques, et que nous ne pouvons par conséquent pas bénéficier de la libération dans ce cadre, ils disent la vérité : **Nous ne sommes pas des Prisonniers Politiques ; Nous sommes des boucs-émissaires.** S'ils nous libèrent, les Prisonniers politiques c-à-d ces Upronistes et leur co-auteurs de l'Armée nous remplaceraient. Mais à qui sommes-nous ? Depuis 1993, nous avons déjà écrit cinquante lettres (51) aux gouvernements qui se sont succédés, aux ligues de droits de l'homme et la dernière au président de la République date du 07/05/2004. Mais à cause de la triste alliance Putschiste-Génocidaire (Uprona-Frodebu), on jette tout dans la poubelle.

Nous demandons au peuple Burundais de condamner cette criminalité que ces Upronistes continuent de faire sur des personnes sans défense. Le Roi a été assassiné sous prétexte de collaborer avec des mercenaires, alors que la réalité se trouve ailleurs : « **Décimer la loyauté** ». Le Président Melchior Ndadaye a été assassiné sous prétexte de préparer un Génocide (Selon les propagandistes Uprona), alors que la réalité se trouvait ailleurs : « **S'éterniser au pouvoir** ». Terminons par ce regret sur le comportement du parti Sahwanya-Frodebu dont

Suite en page 8

Malversations à l'Abutip de 176 382 108 Fbu

Le Ministère de la Bonne Gouvernance tire sur la sonnette d'alarme !

Suite de la page 5

Tutelle de l'Abutip, en date du 31 janvier 2005, avec copie pour information au Président et au Vice-président de la République, au Représentant Résident de la Banque Mondiale et à Me François Nyamoya pour les informer de la mise sur pied d'une commission chargée de vérifier la véracité de ces accusations dans un délai de 10 jours.

Pour l'instant, nous apprenons d'une source digne de foi que les conclusions de cette Commission confirment déjà l'existence de ces fortes malversations qui minent abutip. Le Ministre d'Etat chargé de la Bonne Gouvernance et de l'Inspection

Générale de L'Etat vient heureusement de rendre officiel ce rapport incriminant la gestion de ce crédit alloué à l'Etat par la Banque Mondiale.

Toutes les personnes averties ont très soif de connaître le contenu de ce rapport. En effet, Abutip fait parti de ces entreprises que finance la Banque Mondiale, sous forme des crédits que le Burundi devra un jour rembourser. Ca concerne donc tout le peuple de ce pays, les générations actuelles et celles qui naîtront dans cinq, dix ou quinze ans ! Aussi, il faudrait vite faire la lumière sur cette affaire. Surtout que des « kidnappings d'enfants » des

cadres de l'Abutip se multiplient dans des conditions presque identiques mais toujours extraordinaires.

A tel point que certains observateurs y voient non seulement une relation avec ces malversations, mais aussi un des moyens probables de blanchir l'argent volé tout « en creusant la tombe » de certains des anciens partenaires de l'Abutip qui croupissent actuellement en prison. A cause de ces kidnappings alors qu'au fond, il s'agirait tout simplement d'une tentative de faire lettre morte sur ces malversations dont le montant total provisoire arrive déjà à 176 382 108 Fbu !

Pour terminer, signalons tout de même que le Directeur Général de l'Abutip a terminé officiellement son mandat depuis le 19 mars 2005. Et la publication de ce rapport rendu officiel ce 13 avril 2005, nous l'espérons, sera très déterminante pour sa reconduction ou pas. Le Ministre des Finances est en tournée à Washington (USA) pour discuter notamment avec les autorités de la Banque Mondiale. Il aura probablement un mot à dire sur la gestion financière de l'Abutip : le plus grand scandale économique-financier de ces dernières années au Burundi !

(Affaire à suivre)

Thierry Ndayishimiye

Les présumés assassins du Président Ndadaye

Suite de la page 6

est arrivé ce proverbe : « un chien s'est retourné sur ce qu'il a vomit, et la truie lavée s'est vautrée dans le bourbier ». Le Frodebu de Melchior Ndadaye avait vomit l'injustice et s'était lavé de la corruption. Certainement que les deux vices pré-cités feront vomir le Frodebu actuel.

Les détenus :

1^{er} S.M. Bamporiki
Léopold, 1^{er} Sgt Bernard
Nibona,

1^{er} Sgt Richard Boyi, Cpl
Nitunga Ernest, Cpl
Nzeyimana Laurent,

Cpl Ndayizeye
Emmanuel, 1^{er} CI
Nduwumukama Philbert

Interview avec Charles Mukasi «La mission de l'Onu au Burundi n'est plus conforme au Droit International»

sement et promouvoir un bon climat dans la sous-région. Au niveau international, il y a des Conventions que le Burundi doit respecter religieusement. Il n'y a que cette voie qui puisse permettre au Burundi de ne pas se constituer en danger public et permanent contre l'humanité.

L'Accord d'Arusha n'a plus de place. D'ailleurs, la délégation des Nations Unies qui vient de publier ce fameux rapport dont nous parlons, elle nous a clairement exprimé que l'Accord d'Arusha n'était pas un document des Nations Unies, d'ailleurs, il

n'en porte pas le numéro. De plus, cette délégation nous a dit que cet Accord n'était pas opposable aux Nations Unies, même si le Représentant des Nations Unies l'a signé comme témoin. Il ne s'agit pas d'un document des Nations Unies.

Demain, sur base de quoi nous allons demandé de relancer la coopération avec l'Onu ? Ce sera les Conventions des Nations Unies dont l'Onu est le dépositaire.

Propos recueillis par
Thierry Ndayishimiye

Pour tout
contact

Nous sommes

au

926 990

E-mail:

ndayity@yahoo.fr